

AP n° 2023-MD-169-IC

**ARRETE PREFECTORAL
relatif à la mise en demeure pour la société SUN DESHY
de respecter certaines prescriptions concernant l'exploitation
des activités situées Route de Pogny
sur le territoire de la commune de Francheville (51240)**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement et notamment le livre V, parties législative et réglementaire, relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles L.171-8 I et L.511-1 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013-A-70-IC du 5 juillet 2007 ;

Vu le rapport du 2 août 2023 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 8 août 2023 ;

Vu la réponse de l'exploitant ;

Considérant qu'il est apparu, lors de la visite d'inspection du 18 juillet 2023, que l'échangeur du groupe froid était en panne ;

Considérant qu'un jet d'eau continu a été mis en place sur le refroidisseur afin de le refroidir ;

Considérant que les eaux s'écoulaient ensuite vers le réseau d'eau pluviale pour rejoindre la lagune ;

Considérant que ce fonctionnement dégradé subsiste, d'après l'exploitant, depuis 2021 ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 2 février 1998 n'autorise pas la réfrigération en circuit ouvert ;

Considérant que l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 juillet 2013 n'autorise pas le refroidissement en circuit ouvert ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et*

activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ».

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des territoires de la Marne.

ARRETE

Article 1 :

La société SUN DESHY, dont le siège social est situé Route de Pogny à Francheville (51 240), est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à cette même adresse, de :

- justifier de l'arrêt du fonctionnement en circuit ouvert du condenseur ;
- et ce, conformément aux dispositions de l'article suivant.

Article 2 :

La société SUN DESHY est tenue de se conformer aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et de l'article 4.1.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 juillet 2013 :

Article 14 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 :

« L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment, la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral. »

Article 4.1.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 juillet 2007 :

« [...] Le refroidissement en circuit ouvert est interdit. »

Article 3 :

La société SUN DESHY est tenue de respecter les dispositions de l'article 2 **avant le 30 septembre 2023.**

Article 4 :

A l'issue de la réalisation des actions précitées, l'exploitant transmettra à Monsieur le Préfet de la Marne (avec copie à l'inspection des installations classées : DREAL Grand Est - Unité Départementale de la Marne), les justificatifs de mise en conformité.

Article 5 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, et indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, il pourra être fait application des sanctions et mesures administratives prévues aux articles L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 6 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ; soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures www.telerecours.fr

Article 7 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargé de l'Inspection des installations classées, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté. Une copie sera adressée pour information à la Délégation territoriale de la Marne de l'Agence régionale de santé, au Service départemental d'incendie et de secours, à la Direction de l'Agence de l'eau, ainsi qu'à Monsieur le Maire de Francheville, qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à la Société SUN DESHY située route de Pogny à Francheville (51240).

Châlons-en-Champagne, le **14 SEP. 2023**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général,


Emile SOUMBO

